



**Comité européen
des régions**

**Commission de
la citoyenneté, de la gouvernance
et des affaires institutionnelles
et extérieures**

CIVEX

Aide financière de l'UE mise à disposition des collectivités locales et régionales des pays partenaires méditerranéens



© Union européenne, 2018

Reproduction partielle autorisée, sous réserve d'indication explicite de la source.

De plus amples informations sur l'Union européenne et le Comité des régions sont disponibles en ligne, respectivement aux adresses: <http://www.europa.eu> et <http://www.cor.europa.eu>.

Numéro de catalogue: QG-03-18-131-FR-N; ISBN: 978-92-895-0971-8; doi:10.2863/6305

Ce rapport a été rédigé par Dr Katarzyna Sidło et Karolina Zubel (Centre de Recherche Économique et Sociale, CASE).

Il ne reflète pas les vues officielles du Comité européen de régions.

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
AIDE FINANCIÈRE DE L'UE MISE À DISPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET RÉGIONALES DES PAYS PARTENAIRES MÉDITERRANÉENS.....	5
Instruments régionaux.....	5
Programmes bilatéraux	14
Programmes thématiques	17
APERÇU DES INSTRUMENTS FINANCIERS MIS À DISPOSITION DES CLR PAR PAYS.....	23
FINANCEMENT DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT ET DE LA BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT	27
Banque européenne d'investissement (BEI)	27
Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).....	32
ABRÉVIATIONS	37
LISTE DES TABLEAUX ET DES ENCADRÉS	39

Introduction

La présente brochure fournit des informations sur l'aide financière de l'Union européenne (UE) mise à disposition des collectivités locales et régionales (CLR) des pays partenaires méditerranéens (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, territoire palestinien occupé [ci-après: Palestine]¹, Syrie² et Tunisie). Elle constitue une version révisée, actualisée et augmentée, de la publication de 2013 du Comité des régions, intitulée *Les fonds de l'UE à la disposition des autorités locales et régionales des pays du sud et de l'est de la Méditerranée: guide d'information*. Cette brochure se concentre sur les grandes priorités définies dans la politique européenne de voisinage révisée³ et approuvées lors du deuxième forum régional de l'Union pour la Méditerranée (UpM), qui a eu lieu du 23 au 25 janvier 2017 à Barcelone: relever les défis provoqués par la migration irrégulière, soutenir la bonne gouvernance et l'état de droit, et favoriser le développement socio-économique durable de la région⁴.

Parallèlement, étant donné que le financement de la politique européenne de voisinage (PEV) provient essentiellement de l'instrument européen de voisinage (IEV), cette brochure prend en compte l'examen à mi-parcours de l'aide de l'IEV durant la période 2014-2017, publié en avril 2018⁵. Avec un budget total de quelque 15,4 milliards d'euros (pour la période 2014-2020), dont 7,7 à 9,2 milliards sont destinés au voisinage méridional, l'IEV finance des initiatives concrètes et soutient des objectifs fixés conjointement, tels les programmes thématiques pour les organisations de la société civile (OSC) ou la coopération transfrontalière (CTF) dans l'ensemble des pays visés par la PEV⁶. Toutefois, les conditions et les critères d'éligibilité sont définis de manière individuelle, instrument par instrument, en fonction des particularités de l'outil ou du programme en jeu. Constat important, l'examen à mi-parcours de l'IEV (2018) souligne le poids de la stabilisation politique et le principe de conditionnalité, «donner plus pour recevoir plus», appliqué à l'octroi de fonds, ce qui signifie qu'une stabilité politique accrue permet un meilleur accès aux fonds.

L'édition de cette brochure fournit un guide complet des nombreuses nouvelles possibilités d'aide financière aux CLR de la région méditerranéenne, qui ont été examinées lors des réunions de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM) organisées depuis la publication de l'édition 2013. Les programmes nouvellement créés pour les pays partenaires méditerranéens ou récemment ouverts à ces pays, dédiés à la recherche et à l'innovation (Horizon 2020) ou aux problèmes de migration irrégulière (Fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne), reflètent les priorités approuvées lors de la réunion de l'UpM à Barcelone en 2017. Ces

¹ Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question.

² À l'heure actuelle, la coopération entre l'UE et la Syrie est suspendue en raison de la situation politique dans laquelle se trouve cette dernière. La reprise des activités est subordonnée à une amélioration de la situation en Syrie. Pour en savoir plus:

<https://www.euneighbours.eu/fr/south/eu-in-action/syria>

³ Pour en savoir plus: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-1334_en.pdf

⁴ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/research/iscp/pdf/policy/med_roadmap_2017.pdf

⁵ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/info/publications/mid-term-review-eni-assistance-2014-2017_en

⁶ Pour en savoir plus: <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2014:077:0027:0043:EN:PDF>

nouvelles possibilités doivent être étudiées avec soin par les CLR, non seulement parce que les collectivités locales jouent un rôle essentiel dans la gouvernance à plusieurs niveaux d'États démocratiques en bonne santé, mais aussi parce que les CLR sont les mieux placées pour répondre aux besoins locaux des citoyens. En effet, le renforcement de la coopération régionale et sous-régionale est l'un des objectifs clés du document de stratégie pour la région méridionale (2014-2020)⁷.

L'aide financière et technique est l'un des outils les plus puissants dont l'UE dispose pour promouvoir sa vision d'un développement régional décentralisé, à long terme, auprès de ses partenaires. Afin d'aider les CLR de la région méditerranéenne à explorer les possibilités de financement disponibles et de faciliter leur évaluation des besoins et de l'éligibilité à l'assistance dans le cadre des différents instruments financiers de l'UE, la présente brochure divise l'aide disponible en programmes régionaux, bilatéraux et thématiques (voir tableau 1), et décrit ces programmes dans la section 2. Certains projets de nature bilatérale qui sont essentiels pour la région sont également résumés dans un aperçu par pays (section 3). De plus, les perspectives techniques et financières offertes par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) sont présentées à la section 4.

Tableau 1: Aperçu des instruments financiers de l'UE mis à disposition des CLR des pays partenaires méditerranéens

Dimension	Programmes / Instruments
Régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de coopération transfrontalière (CTF) • Convention des maires (CdM) • Projets de démonstration urbains durables (SUDeP) • Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (PEVADR) • Facilité d'investissement pour le voisinage (FIPV) • Transition vers une consommation et une production plus durables en Méditerranée (SwitchMed) • Des villes méditerranéennes plus propres et économes en énergie (CES-MED) • Initiative MENA-OCDE (Moyen-Orient et Afrique du Nord - Organisation de coopération et de développement économiques) sur la gouvernance et la compétitivité pour le développement • Fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne • Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique
Bilatérale	<ul style="list-style-type: none"> • Cadres uniques d'appui

⁷ Pour en savoir plus: http://eeas.europa.eu/archives/docs/enp/pdf/financing-the-enp/regional_south_strategy_paper_2014_2020_and_multiannual_indicative_programme_2014_2017_en.pdf

Thématique	<ul style="list-style-type: none">• Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)• Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP)• Organisations de la société civile et autorités locales (OSC-AL), dans le cadre de l'instrument de coopération au développement (ICD)• Développement humain et migrations et asile• Europe créative• Erasmus+• Horizon 2020• Soutien à l'amélioration de l'administration et de la gestion (Sigma)• Assistance technique et échange d'informations (TAIEX)
-------------------	--

Aide financière de l'UE mise à disposition des collectivités locales et régionales des pays partenaires méditerranéens

Instruments régionaux

Programme de coopération transfrontalière

La coopération transfrontalière européenne (CTF) est une priorité majeure de l'IEV. Elle soutient la coopération entre les régions frontalières d'au moins deux pays et vise à traiter des problèmes communs, définis de concert, afin de renforcer le potentiel de croissance durable des régions, tout en améliorant le processus de coopération aux fins du développement global de l'UE et de son voisinage⁸. La CTF mise en œuvre dans le cadre de l'IEV soutient des projets avec des pays partenaires situés le long des frontières extérieures terrestres et maritimes, en adoptant les meilleures pratiques de la CTF précédemment mise en œuvre dans le cadre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), qui a pris fin avec les précédentes perspectives financières. Une liste complète des projets réussis et un moteur de recherche des partenaires sont disponibles sur le site web du programme⁹.

Objectifs:

La CTF vise à favoriser le développement économique et social dans les régions frontalières, à répondre aux défis communs les plus pressants dans les domaines de l'environnement, de la santé publique, de la sécurité et de la sûreté, et à mettre en place de meilleures conditions pour les personnes, les biens et la mobilité des capitaux.

Budget:

L'UE a octroyé un financement de plus de 209 millions d'euros au programme de CTF de l'IEV dans le bassin méditerranéen durant la période 2014-2020.

Selon le document de programmation, un cinquième de l'enveloppe financière destinée à la CTF au titre du budget total de l'IEV (1 milliard d'euros) est consacré au programme du bassin méditerranéen. D'un point de vue financier, cette initiative est de loin la plus importante parmi 16 autres programmes prédestinés à des partenaires du sud et de l'est des frontières extérieures de l'UE¹⁰.

Point de contact:

- Autorité de gestion conjointe:
+39 070 606 7504 ou enpi.med@regione.sardegna.it

⁸ Pour en savoir plus: http://ec.europa.eu/regional_policy/en/policy/cooperation/european-territorial/cross-border/#4

⁹ Pour en savoir plus: <http://www.enpicbmed.eu/enicbmed-2014-2020/project-ideas-and-partner-search>

¹⁰ Pour en savoir plus sur les changements prévus: <https://www.euneighbours.eu/en/south/stay-informed/news/eus-enpi-cbc-med-programme-unveils-its-final-results-cairo> et <https://www.euneighbours.eu/en/south/stay-informed/news/eus-external-action-cross-border-cooperation-component-undergo-major>

ENCADRÉ 1: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Jordanie

Système de transport intelligent (STI)

Contribution de l'UE: 2 millions d'euros

Bénéficiaire: Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba (ASEZA)

Description: le développement d'un système de transport durable a permis de réduire le trafic en ville de 18 % et les émissions de CO₂ de 20 %, et d'accroître le nombre d'utilisateurs des transports publics de 10 000 personnes par jour.

Voir: <http://www.enpicbmed.eu/enicbmed-2014-2020/project-ideas-and-partner-search/smart-transportation-system-sts>

Convention des maires (CdM)

Le paquet sur le climat et l'énergie à l'horizon 2020, adopté en 2008, a incité la Commission européenne à approuver et à soutenir les efforts déployés par les CLR pour appliquer les politiques en faveur de la durabilité et de l'efficacité énergétique en lançant l'initiative «Convention des maires». La CdM est une opération ascendante unique axée sur le renforcement des efforts nationaux de réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO₂), qui est à l'origine de nombreux projets locaux et régionaux d'atténuation du changement climatique et d'investissements verts.

Objectifs:

Les villes qui ont décidé de prendre part à cette initiative doivent soutenir la réalisation de l'objectif européen de réduction des gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030. Elles soumettent à cette fin des plans d'action spécifiques intitulés «plans d'action en faveur de l'énergie durable et du climat» dans les deux ans qui suivent la date de la décision du conseil municipal. Les documents présentent la sélection des mesures que les signataires souhaitent introduire, planifier et intégrer dans une approche conjointe de la CdM pour lutter contre le changement climatique¹¹.

Budget:

Le budget jusqu'à 2020 s'élève à 7,7 millions d'euros.

Point de contact:

- Bureau de la Convention des maires:
+32 26468424 ou info@eumayors.eu

Mécanisme d'appui aux projets de démonstration urbains durables (SUDeP) dans le voisinage Sud

En 2013, la Commission européenne a annoncé un nouveau programme destiné à aider les villes de la région du sud de la Méditerranée à élaborer leurs outils de travail sur mesure et leurs propres modèles de mise en œuvre d'actions permettant d'économiser de l'énergie, grâce à l'efficacité énergétique et à une utilisation accrue des sources d'énergie renouvelables au niveau de la ville. Le mécanisme, officiellement

¹¹ Pour en savoir plus: <https://www.covenantofmayors.eu/about/covenant-initiative/objectives-and-scope.html>

lancé au début de l'année 2015, couvrait 12 villes dans six pays du sud de la Méditerranée.

Objectifs:

Les projets de démonstration urbains durables (SUDeP) dans le voisinage Sud visent à aider les CLR à relever les défis du développement durable local, tels que l'efficacité énergétique, la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la croissance économique durable, en les aidant à appliquer les mesures incluses dans leurs plans d'action en faveur du développement urbain durable¹².

Budget:

Jusqu'à la fin de l'année 2018, le budget disponible pour le SUDeP Sud s'élève à 2,25 millions d'euros.

Point de contact:

- Bureau du SUDeP Sud:
+32 2 229 2790 ou info@sudepsouth.eu

ENCADRÉ 2: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Jordanie

Faire de Sahab une ville verte

Contribution de l'UE: 719 000 EUR

Bénéficiaire: municipalité de Sahab

Description: ce projet pilote, destiné aux CLR des pays partenaires méridionaux de l'IEVP, montrait comment traiter les problèmes de développement durable locaux liés à l'énergie de manière viable et efficace. Le projet incluait la création de plans d'action en faveur de l'énergie durable et du climat pour une période de dix ans, afin de répondre aux exigences et de rejoindre finalement l'initiative de la CdM.

Voir: <http://www.sudepsouth.eu/posts/jordan-sahab>

Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (PEVADR Sud)

Le programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (PEVADR) est une initiative politique qui s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'UE en faveur d'une croissance et d'une stabilité inclusives dans son voisinage, visant à créer des perspectives économiques et sociales pour les personnes au-delà des activités agricoles. Le programme reconnaît l'importance de l'agriculture pour la sécurité alimentaire, la production durable et l'emploi rural. Le programme PEVADR Sud a été établi en mars 2011¹³, et une nouvelle phase a débuté en juillet 2015.

Objectifs:

Le PEVADR se concentre sur la situation actuelle et le développement futur des groupes d'action locale (GAL), en particulier dans les zones rurales. Il utilise une

¹² Pour en savoir plus: <https://www.euneighbours.eu/fr/south/eu-in-action/projects/projets-de-demonstration-urbains-durables-sudep>

¹³ Pour en savoir plus: <https://www.euneighbours.eu/en/south/eu-in-action/projects/enpard-south-european-neighbourhood-programme-agriculture-and-rural>

approche européenne du développement rural qui a déjà fait ses preuves, le modèle GAL/LEADER. Avec ce modèle, ce sont l'énergie et les ressources des populations locales qui contribuent au processus de développement rural en formant des partenariats au niveau le plus bas possible entre les secteurs privé, public et, éventuellement, civil. Étant donné que l'approche LEADER est associée à la responsabilisation locale grâce au développement de stratégies locales et à la répartition adaptée des ressources, le principal instrument permettant d'appliquer cette approche ascendante du développement durable dans la région consiste à associer des représentants locaux au processus décisionnel¹⁴. En définitive, les résultats escomptés du PEVADR comprennent le renforcement de la coopération entre les petits agriculteurs et l'amélioration des performances des institutions locales impliquées dans l'agriculture. Les niveaux de production alimentaire et l'indice de pauvreté rurale sont utilisés comme indicateurs clés de progrès.

Budget:

Le budget total des démonstrations du PEVADR Sud s'élève à 6,8 millions d'euros, auxquels s'ajoute une somme maximale de 63 millions d'euros pour des programmes pilotes globaux en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie¹⁵.

Points de contact:

- Direction générale de l'agriculture et du développement rural
+32 22991111 ou +32 2293249
- Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes
+33 (0)467046000 et enpard@iamm.fr

ENCADRÉ 3: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Algérie

Programme d'action pilote

Contribution de l'UE: 10 millions d'euros

Bénéficiaires: municipalités rurales et agricoles

Description: le principal objectif de ce projet pilote était d'améliorer les conditions de vie dans les municipalités rurales en diversifiant davantage l'économie locale, afin de créer de nouveaux emplois et perspectives pour les communautés essentiellement agricoles. Cette approche a été récemment approuvée par le gouvernement algérien, car elle répond aux objectifs de l'accord d'association avec l'UE.

Voir: <https://www.enpardmed.org/launching-seminar-pap-algeria>

Facilité d'investissement pour le voisinage (FIPV)

La facilité d'investissement pour le voisinage (FIPV)¹⁶, l'un des outils introduits dans le cadre de la PEV pour soutenir des projets d'infrastructure critiques dans les transports, le secteur de l'énergie, les finances, le secteur social et l'environnement, en combinant les subventions de l'UE et les prêts d'autres institutions financières internationales (IFI),

¹⁴ Pour en savoir plus: https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld_fr

¹⁵ Pour en savoir plus: https://docs.wixstatic.com/ugd/a4c13c_8828afb9a97f423b96c3d2fa95ca4303.pdf

¹⁶ Pour en savoir plus: http://eeas.europa.eu/archives/docs/enp/pdf/ares-2014-3801629-strategic-orientations-2014-2020_en.pdf

est devenue partie intégrante du Fonds européen pour le développement durable (FEDD) en tant que plateforme d'investissement pour le voisinage en septembre 2017. Le FEDD est le premier pilier du plan d'investissement extérieur (PIE) de l'UE¹⁷.

Objectifs:

Le principal objectif de la FIPV est de maximiser l'impact des financements et des prêts de l'UE. Elle vise à fournir un ensemble complet d'instruments destinés à aider non seulement les collectivités locales et nationales, mais aussi les entreprises, à tirer le meilleur parti des possibilités offertes par le resserrement des liens économiques avec l'UE.

Budget:

Le nouveau PIE devrait permettre de mobiliser 44 milliards d'euros d'investissements, grâce à une contribution initiale de l'UE de 4,1 milliards d'euros d'ici 2020¹⁸.

Point de contact:

- Commission européenne, direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement
NEAR-FIPV@ec.europa.eu

ENCADRÉ 4: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Tunisie

Amélioration des transports publics dans le centre-ville de Tunis

Contribution de l'UE: 6,2 millions d'euros pour l'assistance technique (sur 89,1 millions d'euros au total)

Bénéficiaire: ville de Tunis

Description: ce projet visait principalement à reconstruire la boucle centrale du réseau ferroviaire léger, le Métro léger, améliorant les connexions intermodales et rénovant les espaces publics sur la place de Barcelone et à proximité, afin d'améliorer la qualité de vie de la communauté locale. De plus, un système de transport public abordable et sûr dans la ville a permis de réduire les disparités sociales et d'aider les femmes à participer à la vie publique et économique.

Voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/nif-oar2016_en_200617_web_version.pdf

Transition vers une consommation et une production plus durables en Méditerranée (SwitchMed)

Ce programme a été créé pour promouvoir des modes de consommation et de production durables dans les pays partenaires méditerranéens, grâce à des projets de démonstration et de diffusion qui mettent en avant l'importance de l'efficacité énergétique et d'une meilleure gestion des ressources. Ceci favorisera en définitive une économie verte, et notamment un développement à faible taux d'émissions. Cette initiative est mise en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour le développement

¹⁷ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/commission/eu-external-investment-plan_fr

¹⁸ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/europeaid/policies/financing-development/eip_en

industriel (ONUDI), la division Économie de l'environnement des Nations unies, ainsi que le plan d'action pour la Méditerranée du programme des Nations unies pour l'environnement et son Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables (SCP/RAC)¹⁹.

Objectifs:

Le projet vise à intégrer le capital naturel et l'environnement dans les activités de base des partenaires non étatiques méditerranéens et à encourager des modes de consommation et de production durables, préservant ainsi l'environnement et créant simultanément une dynamique publique en faveur de modes de consommation et de production durables dans toute la région.

Budget:

Le budget disponible entre 2012 et 2018 atteint 20 millions d'euros au minimum.

Point de contact²⁰:

- Burcu Tunçer, chef d'équipe du réseau SwitchMed
+34 93 5538782 ou btuncer@scprac.org

Des villes méditerranéennes plus propres et économes en énergie (CES-MED)

L'initiative régionale CES-MED fournit une formation et une assistance technique aux autorités locales et nationales dans la région de la Méditerranée du Sud, afin de les aider à relever des défis plus ambitieux en matière de développement durable, qui soient conformes aux objectifs de la CdM, tels que la réduction des émissions de CO₂ de 20 %, l'amélioration de l'efficacité énergétique, et l'utilisation toujours croissante des énergies renouvelables²¹.

Objectifs:

Le programme a quatre objectifs clés. Il entend: sensibiliser le gouvernement central à l'importance des actions locales; montrer aux CLR comment répondre en temps utile aux défis d'ordre climatique; aider les municipalités à formuler et à appliquer des politiques et plans d'action davantage axés sur les régions; et fournir aux CLR l'assistance technique nécessaire dans le cadre de la préparation des plans d'action en faveur de l'énergie durable et du climat et une aide qui leur permettra finalement de rejoindre la CdM.

Budget:

Le budget pour la période 2013-2018 s'élève à 6,82 millions d'euros.

Points de contact²²:

¹⁹ Pour en savoir plus: <https://www.switchmed.eu/en/about-us>

²⁰ Veuillez noter que les adresses électroniques personnelles sont susceptibles de changer; la liste la plus récente des points de contact est consultable à l'adresse suivante: <https://www.switchmed.eu/fr/contact>

²¹ Pour en savoir plus: <http://ces-med.eu/fr> et <https://www.euneighbours.eu/fr/south/stay-informed/news/ces-med-lance-une-nouvelle-formation-pour-les-plans-daction-en-faveur-de>

²² Veuillez noter que les adresses électroniques personnelles sont susceptibles de changer; la liste la plus récente des points de contact est consultable à l'adresse suivante: <http://www.ces-med.eu/contact>

- M. Naguib Amin, chef d'équipe, expert principal pour le développement local au Mashrek
+961 13 27 283 ou naguib.amin@hd.ces-med.eu
 - M. Pierre Coute, expert en développement local au Maghreb
+212 537708746 ou pierre.coute@hd.ces-med.eu
 - M^{me} Myriam Makdissi, expert en communication
myriam.makdissi@hd.ces-med.eu
 - Bureau du projet à Beyrouth, Liban
+961 13 27 283 ou malek.mardam@hd.ces-med.eu
- Bureau du projet à Rabat, Maroc
+212 5 37 708 746 ou fatima-zahra.elghabi@hd.ces-med.eu

ENCADRÉ 5: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Maroc

Ateliers de formation de formateurs dans la ville de Rabat au Maroc

Bénéficiaires: 15 CLR marocaines

Description: l'objectif principal était de fournir une formation globale à 15 municipalités marocaines afin de mieux préparer l'élaboration de l'approche des plans d'action en faveur de l'énergie durable et du climat au Maroc. De plus, les réunions ont mis en valeur la présentation d'autres méthodes et outils de planification énergétique déjà utilisés dans le pays, y compris les stratégies énergétiques nationales.

Voir: <http://www.ces-med.eu/news/ces-med-held-three-day-training-trainers-workshop-city-rabat-morocco>

Initiative MENA-OCDE sur la gouvernance et la compétitivité pour le développement

Cette initiative fournit une plateforme d'échange de savoir-faire entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour stimuler une croissance durable et inclusive dans toute la région. Des priorités spécifiques, telle l'autonomisation des femmes et des jeunes grâce à la création d'emplois et à leur participation à la vie publique, sont également couvertes. Les actions ciblées s'inspirent de méthodes de travail éprouvées en matière de dialogue politique et de processus de mise en œuvre des réformes.

Le programme MENA-OCDE sur la compétitivité encourage la coopération entre les gouvernements nationaux, les CLR, les OSC, les organisations nationales et internationales, et le secteur privé, afin de soutenir la croissance durable dans les pays concernés et d'améliorer les sources de revenu de leurs citoyens²³. Ce volet appuie aussi les réformes visant à promouvoir la culture d'entreprise, mobilisant tous les types d'investissements et le développement du secteur privé²⁴.

Le programme MENA-OCDE sur la gouvernance aide les CLR à devenir «transparentes, responsables et accessibles» et renforce leurs moyens d'action au

²³ Pour en savoir plus: <http://www.oecd.org/mena/competitiveness/MENA-Competitiveness-brochure-2018-Eng.pdf>

²⁴ Pour en savoir plus: <https://www.oecd.org/fr/sites/mena/competitivite/>

profit de leurs communautés locales²⁵. En conséquence, cinq groupes de travail traitant de questions concrètes et plus ciblées, axées sur les CLR, ont été constitués et sont actuellement actifs. De plus, afin de former les fonctionnaires des pays cibles, le centre du programme MENA-OCDE sur la gouvernance de Caserte a été institué en septembre 2012, avec l'aide de l'École nationale d'administration italienne (SNA). Cette initiative a été lancée pour assurer une bonne gouvernance et appliquer les meilleures pratiques dans l'ensemble du secteur public²⁶.

Points de contact:

- M^{me} Miriam Allam, responsable du programme, programme MENA-OCDE sur la gouvernance
Miriam.Allam@oecd.org
- Programme MENA-OCDE sur la compétitivité MENA.Competitiveness@oecd.org
- Programme MENA-OCDE sur la gouvernance MENA.Governance@oecd.org

ENCADRÉ 6: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Tunisie et Maroc

Projets d'appui à la gouvernance locale au Maroc et en Tunisie – Visites d'étude conjointes en République fédérale d'Allemagne

Bénéficiaires: CLR des deux pays

Description: des visites d'étude ont été organisées à la chancellerie fédérale, au ministère de l'intérieur, au Conseil fédéral, au Parlement, et auprès de municipalités sélectionnées et d'associations représentatives liées. Ces diverses visites ont permis aux délégations d'acquérir une partie de l'expérience de leurs hôtes dans des domaines tels que la fourniture de services publics ou la mise en œuvre de politiques publiques inclusives au niveau local.

Voir: <https://www.oecd.org/mena/governance/local-governance-germany-2016.pdf>

Fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne («Fonds Madad»)

Créé en décembre 2014 pour répondre à l'actuelle crise des réfugiés dans la région méditerranéenne en raison de la guerre civile en Syrie, le Fonds Madad appuie principalement des projets dans les domaines suivants: éducation, santé, infrastructure de gestion de l'eau et des déchets, moyens de subsistance et soutien socio-économique accordé aux réfugiés syriens résidant dans les pays voisins²⁷. Alors que les CLR des pays partenaires méditerranéens peuvent participer aux appels à l'action du programme, elles n'avaient pris part, au 20 avril 2018, à aucun des 46 projets attribués menés jusque-là²⁸.

Objectifs:

²⁵ Pour en savoir plus: <http://www.oecd.org/mena/governance/mena-oecd-governance-programme-2017.pdf>

²⁶ Pour en savoir plus: <http://www.oecd.org/mena/governance/aboutthemena-oecd-governance-programme.htm>

²⁷ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/countries/syria/madad_en

²⁸ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/madad_fund_signed_contracts_20_april_2018.pdf

L'objectif du fonds fiduciaire est d'assurer une éducation de qualité aux enfants réfugiés les plus vulnérables dans les pays d'accueil, et de contribuer ainsi à l'objectif «Aucune génération perdue»²⁹. La réduction de la pression exercée sur les pays et les administrations qui accueillent les réfugiés est tout aussi importante et passe par des projets ciblés allant de l'eau et de l'assainissement aux besoins sociaux et à la cohésion, à l'éducation à plus long terme et à la santé.

Budget:

Avec des contributions et des annonces de contributions de 22 États membres de l'UE et de la Turquie qui dépassent 150 millions d'euros, et des contributions de divers instruments de l'UE, le Fonds a atteint un volume total d'environ 1,5 milliard d'euros³⁰.

Point de contact:

- Équipe du Fonds fiduciaire de l'UE, DG NEAR, CE
NEAR-EUTF-SYRIA@ec.europa.eu

Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique

Le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique³¹) a été créé pour résoudre les problèmes liés à la migration en provenance de trois régions couvertes par le Fonds (Corne de l'Afrique, Afrique du Nord, Sahel et Lac Tchad). Cette approche globale de la lutte contre la migration irrégulière, les déplacements forcés et la migration due à des changements environnementaux, entre autres, est appliquée par un certain nombre de partenaires. Outre l'UE et ses États membres, les acteurs du secteur privé ainsi que différentes OSC et agences des Nations unies y participent activement à ce jour.

Objectifs:

Les objectifs varient selon la région concernée, mais certains indicateurs de succès s'appliquent à toutes les régions. Le fonds se concentre sur les projets dans les domaines suivants: prévention et réduction des conflits, croissance économique et création d'emplois, gestion améliorée des migrations, et renforcement de la capacité de résistance des groupes sociétaux les plus vulnérables³².

Budget:

Les ressources actuelles s'élèvent à 3,94 milliards d'euros (3,5 milliards d'euros provenant des ressources de l'UE, auxquels s'ajoutent 439 millions d'euros provenant des États membres, de la Suisse et de la Norvège). Étant donné sa nature, le budget du fonds est régulièrement actualisé³³.

Points de contact:

²⁹ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/eutf_syria_factsheet-english.pdf

³⁰ Ibid.

³¹ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/homepage_en

³² Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/strategy_en

³³ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/trust-fund-financials_en

- Région du Sahel et du lac Tchad du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique: EuropeAid-EUTF-SAHEL@ec.europa.eu
- Région de la Corne de l'Afrique du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique: DEVCO-EUTF-HOA@ec.europa.eu
- Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique: EuropeAid-EUTF-AFRICA@ec.europa.eu

ENCADRÉ 7: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Algérie, Libye, Maroc, Tunisie

Migrations ville à ville en Méditerranée (MC2CM) – Phase II

Bénéficiaires: villes sélectionnées en Algérie, en Libye, au Maroc et en Tunisie

Description: cette initiative a été créée pour présenter à 16 villes de la région MENA les meilleures pratiques en matière de gestion des migrations dans des villes européennes. L'objectif a été atteint en intensifiant le dialogue entre les villes et tous les acteurs concernés: organes du gouvernement central, secteur privé et OSC sélectionnées. Ce projet a également permis de produire des résultats tels que des données détaillées sur les migrations et l'impact des routes migratoires à l'échelle locale.

Voir: <https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/node/423>

Programmes bilatéraux

Une aide bilatérale est proposée aux pays partenaires méditerranéens par l'intermédiaire de l'IEV³⁴. Des cadres uniques d'appui (CUA) 2017-2020, décrivant les détails des programmes bilatéraux, sont actuellement disponibles pour l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Tunisie. En ce qui concerne la Palestine, la stratégie européenne commune de soutien à la Palestine (2017-2020) a été adoptée. S'agissant de l'Algérie, les priorités du partenariat 2017-2020 ont été approuvées lors du Conseil d'association de mars 2017³⁵, et l'adoption du cadre unique d'appui 2018-2020 a été annoncée en mai 2018³⁶. Des discussions sur les nouvelles priorités du partenariat avec Israël et le Maroc auront lieu en 2018³⁷. Le cadre unique d'appui 2018-2020 pour le Maroc devrait également être adopté d'ici la fin 2018.

³⁴ Pour en savoir plus: https://eeas.europa.eu/delegations/libya/8410/financing-enp_en

³⁵ Pour en savoir plus: <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2017/03/13/eu-algeria/>

³⁶ Pour en savoir plus: <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2018/05/14/eu-algeria-association-council-joint-declaration-14-may-2018/>

³⁷ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/management-plan-near-2018_en.pdf

Tableau 2: Aperçu des objectifs spécifiques et des priorités de partenariat pour les pays partenaires méditerranéens et allocations indicatives

Algérie	<p>Allocation indicative pour 2014-2017: 121-148 millions d'EUR*</p> <p>Secteurs d'intervention:</p> <ul style="list-style-type: none"> • «dialogue politique, gouvernance, état de droit et promotion des droits fondamentaux • coopération, développement socio-économique et échanges commerciaux, y inclus l'accès au marché unique européen • questions énergétiques, environnement et développement durable • dialogue stratégique et sécuritaire • dimension humaine, y compris le dialogue culturel et inter-religieux, la migration et la mobilité»³⁸ 	Égypte	<p>Allocation indicative pour 2017-2020: 432-528 millions d'EUR*</p> <p>Secteurs d'intervention:</p> <ul style="list-style-type: none"> • «modernisation de l'économie, durabilité énergétique et environnement • développement social et protection sociale • gouvernance et renforcement de la stabilité dans un État démocratique moderne»³⁹
Israël	<p>Allocation indicative pour 2014-2020: Israël étant une économie avancée, le pays et ses CLR ne peuvent recevoir qu'un financement limité au titre de l'IEV; durant la période 2014-2020, 2 millions d'EUR ont été affectés à des projets de jumelage.</p> <p>Il n'y a pas de cadre unique d'appui pour Israël. Les secteurs d'intervention en tant que tels sont présentés dans le plan d'action UE-Israël du 1^{er} mai 2004:</p> <ul style="list-style-type: none"> • dialogue et coopération politiques • dialogue et intégration économiques entre Israël et UE 	Jordanie	<p>Allocation indicative pour 2017-2020: 335,5-410,1 millions d'EUR*</p> <p>Secteurs d'intervention:</p> <ul style="list-style-type: none"> • développement social et économique • état de droit • amélioration de la gestion des frontières • prévention de l'extrémisme violent⁴¹

³⁸ <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2017/03/13/eu-algeria/>

³⁹ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/single-support-framework-2017-2020-decision_and_annex_egypt.pdf

⁴¹ Pour en savoir plus: https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/jordan_c_2017_7350_annex_en.pdf

	<ul style="list-style-type: none"> • migration • crime organisé • transport, énergie et réseaux de télécommunication • environnement • coopération entre les individus⁴⁰ 		
Liban	Allocation indicative pour 2017-2020: 186,5-227,9 millions d'EUR*	Libye	L'UE continue à soutenir les processus de stabilisation avec la réalisation de 37 projets dont la valeur atteint près de 120 millions d'EUR.
	Secteurs d'intervention: <ul style="list-style-type: none"> • croissance et création d'emplois • gouvernance locale et développement socio-économique • état de droit et renforcement de la sécurité⁴² 		Secteurs d'intervention: <ul style="list-style-type: none"> • société civile • gouvernance • santé • jeunesse et éducation • migration et protection • soutien au processus politique, à la sécurité et à la médiation⁴³
Maroc	Allocation indicative pour 2014-2017: 728-890 millions d'EUR*	Palestine	La liste des allocations financières pluriannuelles indicatives par pays donateur (2017-2020) est disponible à cette adresse: https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/palestine_c_2017_7838_annex_en.pdf
	Secteurs d'intervention: <ul style="list-style-type: none"> • services sociaux • état de droit, gouvernance démocratique et mobilité • emploi et croissance durable et inclusive⁴⁴ 		Secteurs d'intervention: <ul style="list-style-type: none"> • «réforme de la gouvernance, assainissement budgétaire et action des pouvoirs publics • état de droit, justice, sécurité des citoyens et droits de l'homme • fourniture durable de services • accès à un approvisionnement autosuffisant en eau et en

⁴⁰ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/countries/israel_en et https://library.euneighbours.eu/sites/default/files/attachments/israel_enp_ap_final_en.pdf

⁴² Pour en savoir plus: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-5290_fr.htm et https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/lebanon_c_2017_7179_annex_en.pdf

⁴³ Pour en savoir plus: https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/19163/EU-Libya%20relations

⁴⁴ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/countries/morocco_en et http://eeas.europa.eu/archives/docs/enp/pdf/financing-the-enp/morocco_2014_2017_programming_document_en.pdf

			énergie • développement économique durable ⁴⁵
Syrie	La coopération de l'UE avec la Syrie est actuellement suspendue en raison de la situation politique du pays. La reprise des activités de l'IEV dans le pays dépendra de l'évolution de la situation ⁴⁶ .	Tunisie	Allocation indicative pour 2017-2020: 504-616 millions d'EUR* Secteurs d'intervention: • bonne gouvernance et état de droit • croissance économique durable et création d'emplois • cohésion sociale ⁴⁷

* Un financement supplémentaire peut être accordé au titre des programmes-cadres, sous réserve de l'avancement de la mise en œuvre de la réforme démocratique.

Programmes thématiques

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)

L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)⁴⁸ aborde des questions politiques sensibles et offre une assistance flexible dans le contexte d'une protection déclinante de la démocratie et des droits de l'homme et de situations géopolitiques de plus en plus complexes, qui dépassent souvent les frontières nationales. Cet instrument est conçu pour aider les acteurs non étatiques à devenir une véritable force en faveur de la réforme politique et de la défense des droits de l'homme.

Objectifs:

Soutenir la démocratie, les principaux instruments et processus relatifs aux droits de l'homme, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme dans les situations où ils sont le plus menacés, en créant par exemple des missions d'observation électorale de l'UE.

Budget:

Le budget de l'actuel IEDDH s'élève à 1 332,75 millions d'euros pour la période 2014-2020, ce qui représente une augmentation de 21 % environ par rapport au budget 2007-2013.

Bien que les CLR des pays méditerranéens puissent soumettre une demande, elles n'ont participé à aucun projet récent.

Point de contact:

- Pour obtenir des informations sur l'IEDDH, veuillez contacter votre délégation locale de l'UE.

⁴⁵ Pour en savoir plus: <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2017/03/13/eu-algeria/> et https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/1887/west-bank-and-gaza-strip-unrwa-and-eu_en

⁴⁶ Pour en savoir plus: <https://www.euneighbours.eu/en/south/eu-in-action/syria>

⁴⁷ Pour en savoir plus: https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/tunisia_c_2017_5637_annex_fr.pdf

⁴⁸ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/eidhr_en.htm_en

Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP)

L'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP)⁴⁹ est l'un des principaux instruments d'aide extérieure qui permet à l'UE de soutenir des projets dans les domaines de la réaction aux crises, de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et de la préparation aux crises, ainsi que de répondre aux menaces mondiales et transrégionales.

Objectifs:

- Renforcement des capacités de l'UE en matière de préparation aux crises, de prévention des conflits et de consolidation de la paix, en coopération avec les organisations internationales, les États membres, les CLR et les OSC;
- Réaction aux crises en cas de catastrophe naturelle ou de conflit politique; et
- Renforcement des capacités pour faire face aux menaces pesant sur la sécurité mondiale et transrégionale, telles que le terrorisme, le changement climatique, la piraterie et la criminalité organisée⁵⁰.

Budget:

Le budget pour la période 2014-2020 s'élève à 2,3 milliards d'euros.

Points de contact:

- Pour recevoir des informations sur l'IcSP, veuillez contacter votre délégation locale de l'UE.
- Veuillez contacter le service des instruments de politique étrangère au +32 25841111 ou remplir le formulaire de contact à l'adresse:
http://ec.europa.eu/dgs/fpi/about/contact_us_en.htm

ENCADRÉ 8: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Syrie

Accords locaux dans les villes syriennes

Contribution de l'UE: 1 920 000 EUR

Bénéficiaires: villes syriennes

Description: cette intervention au titre de l'IcSP, lancée en août 2015, proposait des outils innovants renforçant les cessez-le-feu locaux, qui liaient les efforts locaux de consolidation de la paix et de stabilisation à des processus de dialogue plus vastes. Ceci incluait le renforcement des réseaux professionnels urbains locaux dans les entités publiques et privées.

Voir: https://icspmap.eu/pdf/?format=single&contract_number=361012

Organisations de la société civile et autorités locales (OSC-AL)

Le programme des organisations de la société civile et des autorités locales (OSC-AL)⁵¹ est ouvert à la société civile et aux autorités locales de tous les pays, au-delà des pays partenaires identifiés dans le cadre de l'outil géographique de l'Instrument de

⁴⁹ Pour en savoir plus: http://ec.europa.eu/dgs/fpi/what-we-do/instrument_contributing_to_stability_and_peace_fr.htm

⁵⁰ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/europeaid/funding/funding-instruments-programming/funding-instruments/instrument-contributing-stability-and_en

⁵¹ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/europeaid/tags/civil-society-organisations-and-local-authorities-cso-la_en

coopération au développement (ICD). En effet, le rôle de ces acteurs dans le système de responsabilisation est considéré comme essentiel dans la communication sur «la future approche de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays tiers». Cette dernière propose de faciliter le rôle des ANE dans le contrôle du budget, dans les pays où l'UE fournit un appui budgétaire important. À cet égard, divers événements, formations et webinaires, visant à partager les meilleures pratiques des précédents cycles de demandes de subvention des OSC-AL, sont organisés régulièrement dans la région couverte par la PEV. Bien que les CLR des pays méditerranéens puissent soumettre une demande, elles n'ont participé à aucun projet récent.

Objectifs:

L'objectif principal est de renforcer le rôle des CLR en tant que créateurs d'espaces publics locaux, d'une croissance durable et de services publics. L'objectif final est de tester, d'élaborer et d'appliquer des initiatives visant à sensibiliser les citoyens au rôle des CLR.

Budget:

Le budget de 1,907 milliard d'euros devrait être réparti entre les priorités suivantes du programme:

- Mettre l'accent sur l'évolution des OSC-AL à l'échelle nationale: environ 70 % de l'allocation;
- Soutenir les réseaux d'OSC et de CLR à l'échelle mondiale: environ 15 % de l'allocation;
- Lancer des initiatives dans les domaines de l'éducation et de la sensibilisation: environ 10 % de l'allocation;
- Mesures d'appui: environ 5 % de l'allocation.

Comme il n'y a pas de plafond sur les enveloppes nationales, la distribution dépend des besoins du pays concerné.

Point de contact:

- +32 22991111 ou EuropeAid-NSA-LA@ec.europa.eu

Développement humain et migrations et asile (DHMA)

Les programmes thématiques de l'ICD incluent, outre le programme OSC-AL, une seconde catégorie, «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent». Le développement humain et les migrations et l'asile font partie des principales questions traitées au sein de cette catégorie⁵².

Objectifs:

L'objectif général est de soutenir le développement humain dans les pays éligibles à un financement dans les domaines suivants: i) santé, ii) «éducation, connaissances et compétences», iii) «égalité entre les hommes et les femmes, émancipation des femmes et protection des droits des femmes et des filles», iv) bien-être des enfants et des jeunes, v) non-discrimination, vi) «emploi, compétences, protection sociale et inclusion

⁵² Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/dci_en.htm_en

sociale», vii) culture, et viii) «croissance, emploi et participation du secteur privé»⁵³. Dans le domaine des migrations et de l'asile, l'objectif clé est de faciliter la mobilité humaine et de promouvoir son influence positive sur le développement humain.

Budget:

Sur les 5,101 milliards d'euros dédiés à la catégorie «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent», environ 25 % sont affectés au développement humain et 7 % aux migrations et à l'asile.

Points de contact:

- Direction générale de la coopération internationale et du développement:
+32 22991111
- Pour recevoir des informations sur le DHMA, veuillez contacter votre délégation locale de l'UE.

Europe créative

Europe créative soutient la coopération et les échanges transfrontières dans le domaine des arts (créatifs). Pour présenter une demande de financement dans un domaine du sous-programme «Culture» (réseaux européens, projets de coopération et plateformes européennes), le demandeur est invité à travailler avec des partenaires d'autres pays participants⁵⁴. À ce jour, seules les CLR tunisiennes remplissent les conditions requises pour présenter une demande, mais la liste des pays partenaires potentiels augmente constamment⁵⁵.

Points de contact⁵⁶:

- Europe créative – bureau de Tunisie (sous-programme Culture)
+216 23291788 ou cedculture.tunisia@cnci.tn
- Europe créative – bureau de Tunisie (sous-programme Média)
+216 23290591 ou cedmedia.tunisia@cnci.tn

Erasmus+

Le programme Erasmus+ est le plus vaste programme de l'UE soutenant des activités dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et des sports. Tous les partenaires méditerranéens appartiennent à la catégorie de la région 3. Si les pays participant au programme sont admissibles à toutes les actions Erasmus+, les pays partenaires, y compris ceux qui représentent la région 3, peuvent seulement participer à certaines d'entre elles et sont soumis à des conditions spécifiques⁵⁷.

⁵³ Pour en savoir plus: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX%3A32014R0233&rid=1>

⁵⁴ Pour en savoir plus: https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe_en

⁵⁵ Pour en savoir plus: https://eacea.ec.europa.eu/sites/eacea-site/files/22032018-eligible-countries_en.pdf

⁵⁶ Veuillez noter que les adresses électroniques personnelles sont susceptibles de changer; la liste la plus récente des points de contact nationaux est consultable à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/contact/creative-europe-desks_en

⁵⁷ Pour en savoir plus: https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/about/who-can-take-part_fr

Point de contact:

Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture»
Avenue du Bourget 1
J59 BE-1049 Bruxelles

Horizon 2020 (H2020)

Horizon 2020 (H2020) est le plus grand programme de recherche et d'innovation de l'UE à ce jour, avec un financement de près de 80 milliards d'euros disponible sur sept ans, entre 2014 et 2020. De plus, cette somme attirera des investissements privés sur l'ensemble du continent. Une telle impulsion financière, en favorisant l'arrivée sur le marché des découvertes des universités et des laboratoires, annonce de nouvelles avancées révolutionnaires, inventions et premières mondiales⁵⁸.

Les fonds alloués à Horizon 2020 (220 millions d'euros) contribuent au financement du Partenariat en matière de recherche et d'innovation dans la zone méditerranéenne (PRIMA)⁵⁹, tandis que 247 millions d'euros supplémentaires sont fournis par les pays participants. Lancé en août 2017, le programme entend trouver des solutions durables pour la gestion des systèmes hydrauliques et agro-alimentaires dans la région méditerranéenne. Les pays participants incluent actuellement l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie, ainsi que 11 États membres de l'UE et la Turquie. Les appels à propositions relevant de ce programme sont disponibles sur le site web du projet: <http://prima-med.org/calls-for-proposals/>.

Points de contact:

- Une liste actualisée des points de contact nationaux est disponible à l'adresse suivante:
http://ec.europa.eu/research/participants/portal/desktop/en/support/national_contact_points.html
- PRIMA: info@prima-med.org

ENCADRÉ 9: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Jordanie

Réduction des embouteillages en Europe: développer l'efficacité des transports (CREATE)

Bénéficiaires: ville d'Amman (entre autres)

Description: ce projet visait à proposer des outils et des méthodologies analysant comment réduire l'utilisation de la voiture en ville. De plus, des «infrastructures et mesures de création d'espaces» pertinentes ont été mises en place, en fonction des spécificités, telles que la situation géographique et le relief par exemple.

Voir: <https://ec.europa.eu/inea/en/horizon-2020/projects/h2020-transport/urban-mobility/create>

Voir: <http://www.create-mobility.eu>

⁵⁸ Pour en savoir plus: <https://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/en/what-horizon-2020>

⁵⁹ Pour en savoir plus: <http://prima-med.org/>

Soutien à l'amélioration de l'administration et de la gestion (SIGMA)

Le soutien à l'amélioration de l'administration et de la gestion (SIGMA) est une initiative conjointe de l'UE et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), principalement financée par l'UE. Lancée en 1992, l'initiative SIGMA a accumulé plus de 25 années d'expérience de conseil aux pays en transition au sujet de diverses réformes des politiques publiques, et a développé des relations à long terme avec plusieurs partenaires de ces pays. SIGMA fait appel aux experts des administrations publiques nationales de l'UE et propose une aide fondée sur les échanges entre praticiens, dans le cadre de projets très flexibles en termes de conception et de réalisation. Il soutient également et complète souvent d'autres instruments de renforcement des institutions de l'UE⁶⁰.

Point de contact:

- Bureau SIGMA:
+33 (0)1 45 24 82 00 ou sigmaweb@OCDE.org

Assistance technique et échange d'informations (TAIEX)

TAIEX est l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations de la Commission européenne. Cet outil fondé sur la demande soutient le rapprochement, l'application et la mise en œuvre des législations de l'UE et facilite le partage du savoir-faire et des meilleures pratiques de l'UE. Depuis 1996, TAIEX partage l'expertise des fonctionnaires des États membres de l'UE avec les pays bénéficiaires, afin de combler le manque de connaissances et de fournir des compétences personnalisées et adaptées pour résoudre les problèmes rencontrés dans les pays bénéficiaires à brève échéance, grâce à des ateliers, des missions d'experts et des visites d'étude⁶¹.

Point de contact:

- Commission européenne, DG Voisinage et négociations d'élargissement
NEAR-Taieux@ec.europa.eu

⁶⁰ Pour en savoir plus: <http://www.sigmaweb.org>

⁶¹ Pour en savoir plus: <http://taieux.ec.europa.eu>

Aperçu des instruments financiers mis à disposition des CLR par pays

Tableau 3: Aperçu des instruments financiers mis à disposition des CLR dans tous les pays partenaires méditerranéens à l'exception de la Syrie⁶²

Instruments régionaux: <ul style="list-style-type: none"> • Convention des maires (CdM) • Facilité d'investissement pour le voisinage (FIPV) • Transition vers une consommation et une production plus durables en Méditerranée (SwitchMed)
Instruments bilatéraux: <ul style="list-style-type: none"> • Cadres uniques d'appui
Instruments thématiques: <ul style="list-style-type: none"> • Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) • Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) • Organisations de la société civile et autorités locales (OSC-AL), dans le cadre de l'instrument de coopération au développement (ICD) • Développement humain et migrations et asile (dans le cadre de l'ICD)⁶³ • Erasmus+⁶⁴ • Assistance technique et échange d'informations (TAIEX)

Tableau 4: Aperçu des instruments financiers mis à disposition des CLR dans les pays partenaires méditerranéens sélectionnés

Programme:	Ouvert à:
Régional	
<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de coopération transfrontalière (CTF) 	<ul style="list-style-type: none"> • Égypte, • Israël, • Jordanie, • Liban, • Palestine, • Tunisie
<ul style="list-style-type: none"> • Projets de démonstration urbains durables (SUDeP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Israël • Jordanie • Liban • Maroc

⁶² Comme nous l'avons précédemment noté, la coopération entre l'UE et la Syrie est actuellement suspendue en raison de la situation politique dans laquelle se trouve cette dernière. La reprise des activités est subordonnée à une amélioration de la situation en Syrie. Pour en savoir plus: <https://www.euneighbours.eu/fr/south/eu-in-action/syria>

⁶³ L'éligibilité dépend des mécanismes de financement individuels.

⁶⁴ Pour certaines actions, voir la description complète du programme.

	<ul style="list-style-type: none"> • Palestine • Tunisie
<ul style="list-style-type: none"> • Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (PEVADR) 	<ul style="list-style-type: none"> • Algérie • Égypte • Israël • Jordanie • Liban • Maroc • Palestine • Tunisie
<ul style="list-style-type: none"> • Des villes méditerranéennes plus propres et économes en énergie (CES-MED) 	<ul style="list-style-type: none"> • Algérie • Égypte • Israël • Jordanie • Liban • Maroc • Palestine • Tunisie
<ul style="list-style-type: none"> • Initiative MENA-OCDE sur la gouvernance et la compétitivité pour le développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Algérie • Égypte • Jordanie • Liban • Libye • Maroc • Palestine • Tunisie
<ul style="list-style-type: none"> • Fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne 	<ul style="list-style-type: none"> • Égypte • Jordanie • Liban
<ul style="list-style-type: none"> • Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> • Algérie • Égypte • Libye • Maroc • Tunisie
Thématique	
<ul style="list-style-type: none"> • Europe créative 	<ul style="list-style-type: none"> • Tunisie
<ul style="list-style-type: none"> • Horizon 2020 	<ul style="list-style-type: none"> • Algérie, • Égypte, • Israël, • Jordanie, • Liban, • Maroc • Tunisie

<ul style="list-style-type: none">• Soutien à l'amélioration de l'administration et de la gestion (SIGMA)	<ul style="list-style-type: none">• Algérie• Égypte• Jordanie• Liban• Maroc• Tunisie
---	---

Financement de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Banque européenne d'investissement (BEI)

Aperçu institutionnel

La BEI est la banque de l'UE et ses actionnaires sont les 28 États membres de l'UE. Fondée en 1958 dans le cadre du traité de Rome, la BEI est un partenaire de financement naturel pour les institutions de l'UE, qui opère à la fois dans l'UE et dans plus de 160 autres pays. Grâce à son autonomie financière, à l'augmentation régulière du capital souscrit et à sa notation de crédit AAA, la BEI peut emprunter aux meilleurs taux possibles. Les avantages de cette situation sont répercutés sur les promoteurs de projets grâce à des conditions de prêt compétitives, avec des prêts de longue durée adaptés aux projets d'investissement à long terme soutenus par la BEI.

La BEI est en activité depuis longtemps à l'extérieur de l'UE, et mène des opérations dans les pays partenaires depuis 1963. Grâce à ces opérations, la BEI entend soutenir la politique extérieure de l'UE en proposant à ses clients:

- des prêts et d'autres formes de financement;
- un accès aux mécanismes de financement mixte; et
- des services de conseil, y compris une assistance technique.

En 2017, la BEI a signé des prêts d'un montant de 69,9 milliards d'euros pour soutenir les investissements en Europe et dans le monde, y compris dans la région méditerranéenne. Dans cette région, les activités de la BEI se concentrent sur la promotion de la croissance et de l'emploi et du commerce intrarégional, tout en contribuant à la protection de l'environnement, voire à la lutte contre le changement climatique (en soutenant une croissance à faible intensité de carbone et résiliente au changement climatique). Afin d'offrir des possibilités de financement plus proches des CLR et des petites et moyennes entreprises (PME), la BEI dispose, en plus de son siège social à Luxembourg, de plusieurs bureaux locaux qui lui permettent d'offrir un meilleur soutien à ses clients à chaque étape des projets. Dans la région qui nous intéresse, ces bureaux sont présents en Égypte, au Maroc et en Tunisie⁶⁵.

De plus, dans toute la région, le Fonds fiduciaire de la facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) soutient les activités de la BEI en finançant l'assistance technique, l'appui au renforcement des capacités, les études en amont et les opérations de capital-risque⁶⁶. Le Fonds fiduciaire, qui est ouvert à l'Algérie, à

⁶⁵ Pour en savoir plus: <http://www.eib.org/infocentre/contact/offices/index.htm>

⁶⁶ Pour en savoir plus: http://www.eib.org/attachments/country/femip_trust_fund_annual_report_2015_fr.pdf

l'Égypte, à Israël, à la Jordanie, au Liban, au Maroc, à la Palestine et à la Tunisie, et traite de la même manière les projets transfrontaliers ou régionaux, est donc un instrument qui complète les activités plus conventionnelles de la BEI. Créé en 2004, ce fonds multi-donateurs, polyvalent et multisectoriel cible quatre secteurs prioritaires entre 2014 et 2020:

- infrastructures;
- finance et PME;
- capital humain et recherche, développement et innovation;
- environnement⁶⁷.

Le volet environnemental relève de l'action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (CAMENA). Cette enveloppe du Fonds fiduciaire allouée à l'action climatique a deux objectifs très spécifiques:

- la préparation de propositions pour des projets d'investissement en faveur de l'action climatique qui pourraient également bénéficier d'un financement de la BEI; et
- une recherche de fonds plus vaste pour les actions ciblant les investisseurs publics et privés potentiels⁶⁸.

Enfin, deux initiatives spéciales ont été créées pour la région. À la suite d'un appel du Conseil européen, la BEI a lancé l'initiative «résilience économique» (ERI), qui vise à mobiliser des fonds supplémentaires pour soutenir les capacités des économies du voisinage méridional et des Balkans occidentaux. Les raisons qui ont entraîné la création d'une nouvelle initiative étaient directement liées aux chocs récurrents affectant toute la région, tel le conflit syrien. Il est donc de la plus haute importance de soutenir la résilience économique dans ces régions en encourageant une croissance durable et axée sur l'emploi, qui contribue indirectement à la lutte contre les causes de la migration. À cet égard, l'initiative «résilience économique» de la BEI complète le plan d'investissement extérieur (PIE)⁶⁹.

Parallèlement, le programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP) a été lancé pour améliorer la préparation des projets d'investissement, le plus souvent dans les secteurs de l'eau et de l'environnement des pays du sud de la Méditerranée: Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine et Tunisie⁷⁰. Bien que le MeHSIP fasse partie de la contribution de l'UE au programme Horizon 2020 ciblant les principales sources de pollution affectant la Méditerranée, ses activités sont dirigées par la BEI, avec le soutien d'autres institutions financières européennes pertinentes.

Contexte politique et objectifs

La BEI se concentre sur quatre domaines: innovation, petites entreprises, climat et infrastructure. Le succès de ses projets est assuré par l'expertise combinée des

⁶⁷ Pour en savoir plus: http://www.eib.org/attachments/country/fff_strategic_orientations_and_operational_plan_2014_2020_en.pdf

⁶⁸ Pour en savoir plus: http://www.eib.org/attachments/country/camena_climate_action_fr.pdf

⁶⁹ Pour en savoir plus: <http://www.eib.org/fr/projects/initiatives/resilience-initiative/index.htm>

⁷⁰ Pour en savoir plus: http://www.eib.org/attachments/country/femip_mehsip_fr.pdf

analystes financiers internes et détachés, des économistes, des spécialistes du climat et des ingénieurs⁷¹. La situation n'est pas différente pour les projets situés à l'extérieur de l'UE, où la BEI opère principalement dans le cadre du mandat de prêt extérieur (MPE) que lui a confié l'UE, et soutient des projets contribuant au développement économique dans les pays qui ont signé divers accords bilatéraux avec l'UE. Le nouveau MPE pour 2014-2020, ainsi que plusieurs mécanismes sur risques propres de la BEI (ciblant spécifiquement les investissements dans le secteur privé et l'action pour le climat), ont débuté en juillet 2014.

Mesure des résultats

Les exigences des projets de la BEI se concentrent sur trois piliers: éligibilité (en accord avec les priorités de l'UE), qualité technique et bonne santé économique, ainsi que viabilité financière et sécurité adéquate. Les projets, et par conséquent leurs évaluations, doivent respecter la réglementation en matière de marchés publics et de protection de l'environnement. La BEI utilise le cadre de mesure des résultats pour ses projets extérieurs à l'UE, afin d'assurer le respect de ces normes. De plus, le système de mesure a été harmonisé plus précisément avec celui d'autres institutions financières et agences de développement, en vue de simplifier le processus d'établissement de rapports dans le cas des financements mixtes et d'autres opérations cofinancées.

Instruments financiers

Prêts

Les prêts sont de loin l'activité principale de la BEI, puisqu'ils correspondent à 90 % de son engagement financier total. La BEI reste déterminée à soutenir financièrement des projets d'investissement présentés par d'autres partenaires, des promoteurs privés et publics, dont les CLR. Cette variété se reflète dans les prêts, qui peuvent être individuels, multisectoriels et composés de plusieurs éléments. La banque propose également des garanties (financement du commerce) et une prise de participation (fonds d'investissement) pour répondre à toutes les attentes de ses clients et partenaires.

En ce qui concerne les investissements dans le secteur public, elle peut consentir des prêts aux entités suivantes:

- l'État;
- une collectivité régionale ou locale;
- une entreprise ou institution publique.

Les prêts peuvent être octroyés soit directement à l'autorité concernée, soit indirectement en tant que ligne de crédit accordée par la BEI aux CLR pour financer les infrastructures, par exemple en partenariat avec un ministère national ou une institution financière intermédiaire locale. Entre 2014 et 2020, la BEI a prévu de consacrer près de 10 milliards d'euros à des activités de prêt dans les pays partenaires méditerranéens⁷².

⁷¹ Pour en savoir plus: http://www.eib.org/attachments/general/the_eib_at_a_glance_fr.pdf

⁷² Pour en savoir plus: http://www.eib.org/attachments/country/eib_activity_in_the_mediterranean_fr.pdf

Financement mixte

Ce mécanisme permet aux clients de combiner les financements de la BEI à des investissements supplémentaires. C'est pourquoi il est désormais largement utilisé dans la programmation et les financements internationaux du développement. La combinaison de subventions avec des prêts de la BEI facilite le développement de projets qui, bien qu'économiquement viables, nécessitent un soutien supplémentaire de la part d'autres institutions financières ou d'agences de développement pour atteindre le stade de la mise en œuvre. Le mécanisme de capital-risque pour les pays voisins du Sud a été créé pour aider les PME des pays partenaires méditerranéens à trouver des ressources et des capitaux propres, afin de favoriser la création de nouveaux emplois, une croissance durable et un développement plus général des entreprises. Lancée par la BEI et la CE, cette initiative succède au capital-risque de l'IEVP et de la FEMIP (perspectives financières 2007-2013), qui s'est révélé efficace malgré les chocs géopolitiques survenus dans la région⁷³.

Conseil

Les services de conseil complètent l'activité (centrale) de prêt de la BEI et font partie intégrante de sa stratégie de prêt, de financement mixte et de conseil. La préparation de projets en partenariat public-privé dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée (MED 5P) doit être mentionnée à cet égard. La MED 5P a été créée pour aider les pouvoirs publics d'Égypte, de Jordanie, du Liban, du Maroc et de Tunisie en leur offrant des services de conseil juridique, technique et financier pour préparer des partenariats spécifiques entre les secteurs public et privé. Elle facilite parallèlement l'obtention de services de conseil externes pour les initiatives financées par les subventions de MED 5P, notamment en ce qui concerne l'assistance technique en matière de passation de marchés⁷⁴.

Une autre initiative consultative, le fonds de transition MENA du partenariat de Deauville, est disponible, notamment dans le contexte de projets visant à renforcer la gouvernance (et favoriser ainsi des gouvernements transparents et responsables) et/ou à fournir des recommandations politiques et des programmes ciblés en faveur d'une croissance durable et inclusive. Le fonds, qui réunit des membres du G7, des pays du Golfe et des institutions internationales et financières, se concentre principalement sur des initiatives transversales et pluriannuelles, telles que la gouvernance économique, le financement d'une croissance durable, le renforcement de la compétitivité régionale et la création de nouvelles perspectives d'emploi⁷⁵.

Enfin, il faut également mentionner le mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux (ELENA), une initiative conjointe de la CE et de la BEI au titre du programme Horizon 2020. Son objectif principal est de fournir une assistance technique sous la forme de subventions pour les activités axées sur l'efficacité énergétique, la distribution d'énergie renouvelable et les transports urbains. Un financement est disponible pour des projets d'un montant supérieur à 30 millions

⁷³ Pour en savoir plus: <http://www.eib.org/fr/products/blending/rcfsn/index.htm>

⁷⁴ Pour en savoir plus: http://www.eib.org/attachments/country/femip_med_5p_fr.pdf

⁷⁵ Pour en savoir plus: <https://www.menatransitionfund.org/overview/objective-and-scope>

d'euros (ou, à titre ponctuel, pour des projets plus petits, s'ils sont intégrés dans des projets plus vastes), et jusqu'à 90 % des coûts éligibles peuvent être couverts par ce programme. La période de mise en œuvre du projet ne doit pas dépasser trois ans pour les projets relatifs à l'efficacité énergétique, et quatre ans pour les transports urbains et la mobilité. Un soutien est accordé aux CLR (et à d'autres entités publiques et privées telles que les autorités responsables des transports ou les gestionnaires de logements sociaux) dans l'UE, mais aussi dans des pays de la PEV, tels Israël ou la Tunisie⁷⁶.

Exemples de projets

Éoliennes – golfe de Suez⁷⁷

En mars 2017, un accord de prêt de 115 millions d'euros a été signé, afin que la construction d'un parc éolien terrestre puisse débuter à 400 kilomètres au sud-est du Caire. Le projet, situé dans les municipalités de la rive occidentale du golfe de Suez, était conforme à la stratégie énergétique à long terme de l'Égypte. Le pays souhaite en effet diversifier son bouquet énergétique en utilisant son vaste potentiel en matière d'énergies renouvelables, et prévoit que 12 % de sa consommation électrique soit couverte par l'énergie éolienne d'ici 2020 au plus tard. De manière tout aussi importante du point de vue des CLR, ce projet d'infrastructure à grande échelle, qui porte sur l'installation de 100 éoliennes au maximum, offrant une capacité totale de 200 MW, a eu une incidence directe sur la création de nouveaux emplois hautement qualifiés.

Réduction de la pollution intégrée pour le lac de Bizerte⁷⁸

Compte tenu de son niveau de pollution, le lac de Bizerte, situé au nord de la Tunisie et relié à la mer Méditerranée, a constitué un objectif prioritaire pour les mesures de dépollution du gouvernement tunisien, et dans le cadre de l'initiative euro-méditerranéenne H2020 et du MeHSIP. La BEI, qui dirige l'initiative, a octroyé un prêt de 40 millions d'euros pour soutenir ce grand projet dans les municipalités voisines du lac de Bizerte, ce qui a véritablement insufflé un nouvel élan à l'ensemble de la zone. Ce prêt a principalement financé des actions visant à améliorer la santé et la qualité de vie des travailleurs portuaires, des pêcheurs et des communautés locales au sens large, en réduisant fortement la pollution industrielle et en étendant simultanément le réseau d'égouts urbain. Le projet comportait quatre volets d'importance égale: réduction des émissions de polluants liquides et atmosphériques provenant des unités industrielles à proximité des communautés, rénovation des réseaux d'eaux usées et des stations d'épuration, travaux consacrés à l'infrastructure côtière (extension du port de pêche et gestion urbaine qui a permis de promouvoir des activités axées sur le tourisme), et mesures d'assainissement de la décharge non contrôlée de déchets solides urbains de Menzel Bourguiba. Outre le prêt de 40 millions d'euros, le projet a bénéficié de l'expertise technique de la BEI. Un prêt supplémentaire de 15 millions d'euros a été financé par la FIPV, et 20 millions d'euros ont été fournis par la BERD.

⁷⁶ Pour en savoir plus: <http://www.eib.org/products/advising/elena/index.htm>

⁷⁷ Pour en savoir plus: <http://www.eib.org/en/infocentre/press/releases/all/2017/2017-084-strong-eib-commitment-in-support-of-renewable-energy-new-eur-115-million-financing-for-a-windfarm-in-egypt.htm>

⁷⁸ Pour en savoir plus: <http://www.eib.org/fr/infocentre/press/releases/all/2013/2013-246-tunisie-90-meur-de-financement-nouveaux-en-soutien-au-developpement-durable.htm?lang=fr>

Contacts utiles:

- Renseignements généraux: infodesk@eib.org
- Bureau du Caire: cairo@eib.org
- Bureau de Rabat: rabat@eib.org
- Bureau de Tunis: tunis@eib.org

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a été créée pour contribuer à la construction d'une ère nouvelle, postérieure à la guerre froide, en Europe centrale et orientale. Elle a depuis joué un rôle historique et acquis une expertise unique en encourageant le changement dans la région. La BERD s'est engagée à favoriser la transition «vers des économies de marché» et à «promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise». Tel est le principe qui la guide depuis sa création au début des années 1990. La BERD intervient dans près de 40 économies, en proposant essentiellement des investissements financiers, des services aux entreprises et une participation à des réformes politiques de haut niveau. Les produits financiers incluent les prêts (directs ou faisant intervenir des intermédiaires financiers), les prises de participation et les garanties visant à promouvoir le commerce.

La BERD soutient six économies de la région méditerranéenne méridionale et orientale (SEMED): Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie, et, à compter de 2017, Liban et Cisjordanie et Gaza⁷⁹. Durant la seule année 2017, elle a investi dans 60 projets d'une valeur de plus de 2,1 milliards d'euros, et son financement total dans l'ensemble des secteurs de la région s'est élevé à 9,7 milliards d'euros, contre 9,4 milliards en 2016. L'investissement global dans la région SEMED depuis le début des opérations de la BERD dans la région en 2012 a dépassé 7,8 milliards d'euros (179 projets). De plus, une assistance technique (dialogue politique et renforcement des capacités notamment) d'une valeur supérieure à 250 millions d'euros a été fournie par la BERD et financée par divers donateurs et parties prenantes.

Les domaines d'investissement prioritaires sont conformes à l'objectif de transition vers une économie verte adopté par la BERD: soutenir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, étendre l'infrastructure et les services municipaux, aider les PME, améliorer les services bancaires, créer des marchés de capitaux locaux, et promouvoir l'industrie agroalimentaire⁸⁰.

Les activités régionales de la BERD bénéficient du financement du fonds multidonateurs pour la région SEMED, dont les donateurs sont l'Allemagne, l'Australie, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et le Taipei chinois⁸¹.

⁷⁹ Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/where-we-are.html>

⁸⁰ Pour en savoir plus:

<https://www.ebrd.com/cs/Satellite?c=Content&cid=1395271200976&d=Mobile&pagename=EBRD%2FContent%2FContentLayout>

⁸¹ Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/who-we-are/our-donors/multi-donor-funds.html#semед>

La BERD et la BEI, aux côtés de la Commission européenne et de neuf États membres donateurs*, sont aussi membres du comité directeur du mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF), instauré pour aider la Jordanie et le Liban à faire face aux conséquences de la crise des réfugiés. Dans le cadre du GCFF, initialement créé en 2015 par le groupe de la Banque mondiale, les pays d'accueil peuvent bénéficier d'un financement à faible coût grâce aux engagements des pays et institutions donateurs. En 2016, les engagements de la Commission européenne et des pays donateurs ont atteint 370 millions d'USD (l'objectif du fonds est d'atteindre 1 million d'USD pour la Jordanie et le Liban et 0,5 million pour les autres pays à revenu intermédiaire accueillant des réfugiés). Les projets soutenus à ce jour sont notamment les projets sanitaires d'urgence en Jordanie et au Liban, le projet libanais concernant les routes et l'emploi, et le projet de traitement des eaux usées d'Ain Ghazal, en Jordanie.

*Allemagne, Canada, Danemark, États-Unis, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

Pour en savoir plus: <https://globalcff.org/about-us/> et <https://globalcff.org/wp-content/uploads/2017/10/GCFF-Annual-Report-FINAL-DIGITAL.pdf>

Exemples de projets dans les pays méditerranéens

Achat de rames pour la ligne de métro n° 2 du Caire (Égypte)⁸²

Ce projet est le premier élaboré dans le cadre de l'approche intégrée adoptée par la BERD pour aider l'Égypte à relever divers défis liés à la mobilité urbaine. Dans ce cas précis, grâce à un prêt souverain de 18 ans accordé par la BERD, la capitale égyptienne, Le Caire, s'apprête à acheter 104 wagons climatisés (13 rames) qui seront exploités sur sa deuxième ligne de métro. De plus, le prêt couvrira en partie les coûts de l'externalisation de la maintenance dans la durée de tous les wagons utilisés sur la ligne n° 2. À long terme, le projet renforcera les capacités quotidiennes de transport de voyageurs d'environ 23 %, ce qui contribuera à atténuer les problèmes de circulation et d'embouteillage de la ville.

Le coût total du projet est estimé à 341 millions d'euros, dont 100 millions ont été prêtés par la BERD (avec la possibilité d'un prêt supplémentaire de 75 millions d'euros), et le solde doit être cofinancé par une autre IFI.

ONEE: distribution de l'eau (Maroc)⁸³

Dans le cadre de ce projet, la BERD accorde un prêt à l'entreprise publique marocaine de distribution d'eau et d'électricité, l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), afin de faciliter l'accès à l'eau potable de plus de 480 000 habitants de trois villes de taille moyenne et de 260 communautés rurales dans trois régions cibles du pays (Ouarzazate, Azilal et Benguerir). Le prêt doit également contribuer à l'achèvement de la troisième phase du programme d'amélioration des performances du Maroc. Ce programme, mené depuis 1995, a permis au gouvernement d'assurer l'accès à l'eau potable de 90 % de la population rurale du pays.

⁸² Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/work-with-us/projects/psd/cairo-metro.html>

⁸³ Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/work-with-us/projects/psd/onee-water-supply.html>

Le coût total du projet est estimé à 81 millions d'euros, dont 65 millions au maximum seront financés par un prêt de la BERD bénéficiant d'une garantie souveraine.

MR3: projet de traitement des eaux usées dans la partie occidentale de la région d'Irbid (Jordanie)⁸⁴

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la coopération plus vaste de la BERD avec l'Autorité jordanienne de l'eau (WAJ), qui relève du cadre d'action pour les réfugiés et la résilience des municipalités de la BERD (au titre du GCFF). Il traite les questions liées à l'infrastructure de traitement des eaux usées de la Jordanie, mise à rude épreuve par l'augmentation de la population jordanienne et des réfugiés syriens résidant dans le pays.

Dans le cadre de ce projet, les réseaux d'épuration obsolètes de 15 villes de la région d'Irbid (partie occidentale) seront reconstruits et remis en état, ce qui permettra aux villes ciblées de se connecter aux stations d'épuration existantes et à d'autres éléments des réseaux actuels de traitement des eaux usées. L'objectif ultime du projet est de fournir un meilleur système d'assainissement aux habitants de la région, ce qui contribuera à éviter des risques potentiels pour la santé et à répondre aux besoins socio-économiques liés des communautés locales.

Le coût total du projet est estimé à 38 millions d'euros, dont 19 millions au maximum seront financés par un prêt de la BERD. Les 19 millions restants doivent provenir du GCFF et d'autres IFI.

Autres exemples récents de projets d'infrastructure municipale et environnementale de la BERD, à divers stades de développement (signature, élaboration et/ou révision):

- Égypte – dépollution et assainissement du drain de Kitchener: prêt souverain d'un montant maximal de 131 millions d'euros destiné à financer l'amélioration de l'infrastructure du principal drain agricole qui traverse trois gouvernorats de la région du delta, l'un des plus pollués du pays⁸⁵.
- Liban – infrastructure des zones industrielles: un prêt souverain d'un montant maximal de 36,7 millions d'USD doit financer la première phase de développement de trois zones industrielles du pays, dans le cadre de la stratégie de développement national plus vaste du ministère libanais de l'industrie et de l'ONUDI, et du plan d'investissement national libanais⁸⁶.
- Tunisie – programme d'assainissement de petites villes: un prêt de 66,5 millions d'euros bénéficiant d'une garantie souveraine doit financer l'amélioration des réseaux d'assainissement dans des villes tunisiennes (25 au maximum) de moins de 10 000 habitants, dans le cadre du plan stratégique national «Tunisie 2016-2020»⁸⁷.

⁸⁴ Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/work-with-us/projects/psd/mr3-west-irbid-wastewater-project.html>

⁸⁵ Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/work-with-us/projects/psd/kitchener-drain-depollution-drain-rehabilitation.html>

⁸⁶ Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/work-with-us/projects/psd/industrial-zones-infrastructure.html>

⁸⁷ Pour en savoir plus: <https://www.ebrd.com/work-with-us/projects/psd/small-cities-sanitation-programme.html>

Points de contact:

- Renseignements sur le projet: +44 20 7338 7168 ou newbusiness@ebrd.com
- Maroc: bureau résident de Tanger +212 539 34 32 94
- Maroc: bureau résident de Casablanca +212 (0) 522 64 91 50
- Tunisie: bureau résident de Sfax +216 74 462 620/622
- Égypte: bureau résident d'Alexandrie +203 54 19 15

Abréviations

AA	Accord d'association
AI	Approche intégrée
ANE	Acteur non étatique
ANE-AL	Acteurs non étatiques-autorités locales
ARLEM	Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne
BEI	Banque européenne d'investissement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CdM	Convention des maires
CdR	Comité des régions
CE	Commission européenne
CLR	Collectivités locales et régionales
CTF	Coopération transfrontalière
EE	Efficacité énergétique
ELENA	Mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux
EM	États membres
ERI	Initiative de résilience économique
FEDD	Fonds européen pour le développement durable
GCFF	Mécanisme mondial de financement concessionnel
H2020	Horizon 2020
ICD	Instrument de coopération au développement
IEV	Instrument européen de voisinage
IEVP	Instrument européen de voisinage et de partenariat
IFI	Institution financière internationale
MED 5P	Préparation de projets en partenariat public-privé dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée
MeHSIP	Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée
MENA	Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
MOE	Missions d'observation électorale
MPE	Mandat de prêt extérieur
OI	Organisation internationale
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
OSC	Organisation de la société civile
OSC-AL	Organisations de la société civile et autorités locales
PAEDC	Plans d'action pour l'énergie durable et le climat
PEV	Politique européenne de voisinage
PIE	Plan d'investissement extérieur
PME	Petites et moyennes entreprises
SCP	Consommation et production durables
SNA	École nationale d'administration italienne

SUDeP
UE
UpM
WAJ

Projets de démonstration urbains durables
Union européenne
Union pour la Méditerranée
Autorité jordanienne de l'eau

Liste des tableaux et des encadrés

Tableau 1: Aperçu des instruments financiers de l'UE mis à disposition des CLR des pays partenaires méditerranéens	2
Tableau 2: Aperçu des objectifs spécifiques et des priorités de partenariat pour les pays partenaires méditerranéens et allocations indicatives	15
Tableau 3: Aperçu des instruments financiers mis à disposition des CLR dans tous les pays partenaires méditerranéens à l'exception de la Syrie.....	23
Tableau 4: Aperçu des instruments financiers mis à disposition des CLR dans les pays partenaires méditerranéens sélectionnés	23
ENCADRÉ 1: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Jordanie. Système de transport intelligent (STI).....	6
ENCADRÉ 2: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Jordanie. Faire de Sahab une ville verte.....	8
ENCADRÉ 3: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Algérie. Programme d'action pilote.....	9
ENCADRÉ 4: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Tunisie. Amélioration des transports publics dans le centre-ville de Tunis	10
ENCADRÉ 5: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Maroc. Ateliers de formation de formateurs dans la ville de Rabat au Maroc.....	11
ENCADRÉ 6: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Tunisie et Maroc. Projets d'appui à la gouvernance locale au Maroc et en Tunisie – Visites d'études conjointes en République fédérale d'Allemagne.....	13
ENCADRÉ 7: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Algérie, Libye, Maroc, Tunisie – Migrations ville à ville en Méditerranée (MC2CM) – Phase II.....	14
ENCADRÉ 8: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Syrie. Accords locaux dans les villes syriennes.....	19
ENCADRÉ 9: Exemple de projet financé avec succès dans un pays partenaire méditerranéen: Jordanie. Réduction des embouteillages en Europe: développer l'efficacité des transports (CREATE).....	22

FR

ISBN 978-92-895-0971-8
doi:10.2863/6305

QG-03-18-131-FR-N



**Comité européen
des régions**

Créé en 1994 à la suite de la signature du traité de Maastricht, le Comité européen des régions est l'assemblée des 350 élus locaux et régionaux issus de l'ensemble des 28 États membres de l'UE, représentant plus de 507 millions d'Européens.

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË | Tel. +32 22822211
www.cor.europa.eu | [@EU_CoR](https://twitter.com/EU_CoR) | [/european.committee.of.the.regions](https://www.facebook.com/european.committee.of.the.regions)
[/european-committee-of-the-regions](https://www.linkedin.com/company/european-committee-of-the-regions)